



REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL de GOUDELIN

L'an deux mille vingt deux, le huit septembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de Goudelin, légalement convoqué, s'est réuni à la mairie, en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Laurent LE FAUCHEUR, Maire.

Convoqués : LE FAUCHEUR Laurent – LE MOAL Brigitte – SÉHAN Alain – ROUAULT Anne-Marie – GAUVAIN Michaël – LEFEBVRE Nathalie – TATON Bruno – DELVO SALAUN Rozenn – THOMAS Gwénaél – TACQUET Marie-Blanche – MORICE Christian – LE HEGARAT Valérie – MORICE Gildas – SEVRET Chrystel – VINCENT Louis – ILLIEN Anne-Yvette – PIPART Fabrice – CORLAY Gérald – MARTIN Marie-Christine

Absents : SEHAN Alain (pouvoir à LE FAUCHEUR Laurent)

DELVO SALAUN Rozenn (pouvoir à LE HEGARAT Valérie)

SEVRET Chrystel (pouvoir à GAUVAIN Michaël)

CORLAY Gérald

Secrétaire de séance : PIPART Fabrice

DELIBERATION N° 20220908-040

Date de convocation : 2 septembre 2022

Objet : Convention de mise à disposition de service pour l'instruction des autorisations d'urbanisme par Leff Armor Communauté

M. le Maire présente la convention de mise à disposition de service pour l'instruction des autorisations d'urbanisme par le service commun d'application du droit des sols de Leff Armor Communauté.

Cette convention est prévue pour une durée de 3 ans, à compter du 1er janvier 2022 jusqu'au 31 décembre 2024 inclus. Elle pourra être renouvelée par reconduction tacite pour une durée identique.

Elle concerne les autorisations et actes relatifs à l'occupation des sols délivrés par le Maire au nom de la commune sur son territoire, à savoir :

- Permis d'aménager
- Permis de construire
- Permis de démolir
- Déclarations préalables
- Certificats d'urbanisme

Elle porte sur l'ensemble de la procédure d'instruction des autorisations ou actes, de l'examen de la recevabilité de la demande ou de la déclaration, au projet de décision. Ainsi, le service commun ADS de Leff Armor Communauté assure l'instruction réglementaire des autorisations et actes relatifs à l'occupation des sols de compétence communal.

Ce service sera financé par la commune selon la méthode de calcul suivante :

- 50% du coût, par nombre de dossiers pondérés de la commune dans l'année N (part dite « variable ») et 50% du coût, par nombre d'habitant de la commune de l'année N-1 (part dite « forfaitaire »).

La partie variable est calculée selon le coût unitaire de fonctionnement du service commun, multiplié par le nombre d'unités de fonctionnement (exprimé en nombre de dossiers pondérés) constaté par l'EPCI.

Le coût unitaire d'instruction des dossiers comprend les charges liées au fonctionnement du service commun, multiplié par le nombre d'unités de fonctionnement (exprimé en nombre de dossiers pondérés) constaté par l'EPCI.

Le coût unitaire d'instruction des dossiers comprend les charges liées au fonctionnement du service et en particulier les charges de personnel, les fournitures, le coût de renouvellement des biens et les contrats de services attachés, maintenance, locations, rais de développement de logiciels, amortissements, honoraires etc.

Afin d'estimer le volume d'activité des services, le ministère de l'égalité des territoires a mis en place une pondération standard des différents type d'acte d'urbanisme. Cette pondération permet d'évaluer le temps réellement passé sur chaque type de dossier par rapport à l'instruction d'un permis de construire et permet d'évaluer de façon plus juste l'activité réelle.

- Certificat d'urbanisme a = 0.2
- Certificat d'urbanisme b = 0.4
- Contrôle d'urbanisme = 0.4
- Déclaration préalable = 0.7
- Enseigne = 0.7
- Permis de démolir = 0.8
- Permis de construire = 1
- Permis d'aménager = 1.2

Nombre total d'actes pondérés = $0.2 \times \text{NbCUa} + 0.4 \times \text{NbCUB} + 0.4 \times \text{Nbcontrôle} + 0.7 \times \text{NbDP} + 0.7 \times \text{Nbenseigne} + 0.8 \times \text{NbPD} + 1 \times \text{NbPC} + 1.2 \times \text{NbPA}$

Le nombre d'habitants est quant à lui, basé sur le recensement INSEE population totale de l'année N-1. Il est précisé que conformément aux dispositions de la loi MAPTAM sur les services communs, la facturation du service est imputée sur les attributions de compensation.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité,

- AUTORISE M. le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer le projet de convention tel que présenté.

Fait et délibéré, les jour, mois et an susdits.
Pour copie conforme,

Le Maire,
Laurent LE FAUCHEUR

The image shows a blue circular official stamp of the "Mairie de Goudelin (Côte-d'Armor)". Overlaid on the stamp is a handwritten signature in black ink, which appears to be "Laurent Le Faucheur".